

**Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 24 janvier 2017 :**

**Présents :** MM. Galant J., Bourgmestre,  
**Présidente,**  
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B.,  
D'Haese-Leuridan M., **Echevins,**  
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,  
Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M.,  
Decamps P., Chanoine V., Delhaye J., Dessilly V.,  
Decoster C., **Conseillers,**  
Gillard S., **Directeur général.**

**Excusés :** Vanderkel A., Robette-Delputte F.,  
Demoustiez A., Egels E., Petit N., Conseillers

-----

**1. Approbation du procès-verbal de la séance du 20 décembre 2016 – partie publique – approbation.**

*Madame Senecaut fait remarquer que lors du débat au point 11, relatif à la conclusion d'une convention entre la Commune et l'ASBL « Amicale L. Maistriaux », il avait été convenu qu'un rapport portant sur la viabilité de l'ASBL serait sollicité auprès des responsables de celle-ci. La Présidente et le Directeur général lui confirment que ce rapport a bien été demandé aux responsables de l'ASBL.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique, approuve avec 13 voix « pour » et 3 « abstentions », le procès-verbal de la séance du 20 décembre 2016, partie publique.**

-----

**2. Finances – Modification budgétaire n°2 de l'exercice 2016 du Budget communal, services ordinaire et extraordinaire, réformée par les autorités de tutelle en date du 22 décembre 2016 – information**

*Monsieur Delhaye, en réponse à l'information apportée, met en exergue la remarque de la tutelle relative au recours au crédit spécial lors de l'élaboration de cette modification budgétaire.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,  
Prend connaissance l'information.**

-----

**3. Finances – Budget des services ordinaire et extraordinaire, exercice 2017, du CPAS de Jurbise – approbation**

*Monsieur Delhaye rappelle l'une de ses questions, posée en 2016 au moment de l'approbation du budget du CPAS, concernant les dispositions envisagées par le CPAS concernant l'organisation de l'accueil des migrants, notamment à l'aune des instructions données à l'époque par le Gouvernement fédéral.*

*Le Président du CPAS rappelle à l'assemblée que le CPAS avait prévu, à cet effet, la location d'un logement supplémentaire afin d'augmenter la capacité d'accueil sur Jurbise. Toutefois, à l'issue de l'année 2016, il s'avère qu'un seul migrant supplémentaire ait été orienté vers notre Commune. Sur base de ce constat, et du constat d'une nette diminution des demandes enregistrées depuis lors, le CPAS envisage désormais de mettre un terme au contrat de bail relatif à l'une des maisons actuellement louées.*

*Sans rapport aucun avec le Budget du CPAS, mais bien avec les questions de logement, Monsieur Delbaye demande si à ce jour, les logements-passerelles communaux ont trouvé preneurs. La Présidente lui répond par l'affirmative.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique, approuve avec 13 voix « pour » et 3 « abstentions », le Budget des services ordinaire et extraordinaire, exercice 2017, du CPAS de Jurbise.**

-----

- 4. Finances – Marchés publics 2017 – Mode de passation des marchés – Délégation au Collège Communal pour la réalisation de marchés publics financés par des articles prévus au service ordinaire, ainsi que pour la réalisation de marchés publics portant sur des investissements relevant du service extraordinaire, d'un montant unitaire inférieur à 15.000 € HTVA et dont l'objet vise la réalisation de petits travaux, la réalisation de prestations d'auteur et de coordinateur de projet ou l'acquisition de fournitures diverses –**  
**approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3, en son §1<sup>er</sup> relatif aux compétences du Conseil Communal, et en ses §2 et §3, relatifs à la faculté du Conseil communal de déléguer au Collège communal certaines compétences pour des dépenses relevant du budget ordinaire ou extraordinaire ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 25 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Revu la délibération du Conseil communal du 7 mai 2013, accordant une délégation au Collège communal pour les marchés publics relatifs à la gestion journalière ;

Revu également la délibération du Conseil communal du 02 février 2016, accordant une délégation au Collège Communal pour la réalisation de marchés publics portant sur de petits investissements relevant du service extraordinaire, d'un montant unitaire inférieur ou égal à 15.000 € HTVA et dont l'objet vise l'acquisition de petits matériels, la réalisation de prestations d'auteur de projet ou l'acquisition de fournitures diverses ;

*Vu le Décret régional wallon du 17 décembre 2015 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de préciser les règles de compétence en matière de marchés publics communaux et provinciaux ;*

Attendu qu'il découle de ce Décret du 17 décembre 2015 que le Conseil communal peut déléguer au Collège communal ses compétences relatives au choix du mode de passation et à la fixation des conditions des marchés publics et concessions de travaux et services, pour des dépenses relevant du budget ordinaire ;

Attendu qu'une telle délégation doit permettre au Collège communal de répondre de manière plus rapide et efficace à certains besoins du quotidien, tout en respectant la réglementation en matière de marchés publics ;

Attendu qu'il découle de ce même Décret du 17 décembre 2015 que le Conseil communal peut également déléguer au Collège communal ses compétences relatives au choix du mode de passation et à la fixation des conditions des marchés publics et concessions de travaux et services, pour des dépenses relevant du budget extraordinaire ;

Attendu toutefois que cette possibilité n'est envisageable qu'à l'égard de certaines procédures de marché public ne dépassant pas un seuil maximal fixé par le Décret du 17 décembre 2015, et dépendant du chiffre de population de la Commune ;

Attendu que la population jurbisienne ne dépassant pas les 15.000 habitants, le seuil qui trouve à s'appliquer pour la Commune de Jurbise s'élève à 15.000 € HTVA ;

Attendu que l'Administration Communale prévoit différentes acquisitions, différentes prestations et différents travaux à imputer au service extraordinaire du budget 2017;

Attendu que pour ces acquisitions et leur mise en œuvre, il est proposé de recourir aux marchés publics par procédure négociée sans publicité, par procédure négociée directe avec publicité ou par procédure négociée par facture acceptée ;

Attendu qu'en cours d'exercice, le Collège Communal doit faire face à l'entretien, au remplacement ou à la réparation de divers appareils en place dans les bâtiments communaux, tels qu'imprimantes, copieurs, serveurs, ordinateurs, chaudières,...;

Attendu qu'en matière de sécurité pour le personnel ouvrier, le Collège Communal doit entretenir et acquérir des vêtements de travail et du matériel destiné à protéger le personnel dans son travail quotidien (gants, casques, masques,...), et procéder aux aménagements nécessaires afin de garantir la sécurité du personnel ;

Attendu qu'en cours d'exercice, il peut être opportun de pourvoir à de nouveaux besoins, consécutifs à l'évolution ou à des mouvements de personnel, ou de remplacer le plus rapidement

possible le matériel usé ou endommagé afin de ne pas altérer le bon fonctionnement des services communaux ;

Attendu qu'en cours d'exercice, il s'avère régulièrement nécessaire de procéder à la désignation d'auteurs de projet et de coordinateurs sécurité-santé, qui seront chargés d'élaborer des dossiers d'adjudication se rapportant à des travaux d'entretien de voirie, d'égouttage, de curage ou encore de rénovation de bâtiments communaux ;

Attendu qu'en cours d'exercice, le Collège Communal doit faire face à l'évolution croissante de la population scolaire et pour ce faire, acquérir du mobilier et du matériel scolaire dans des délais réduits;

Attendu que les salles culturelles communales sont particulièrement sollicitées et qu'il est régulièrement nécessaire d'y effectuer des aménagements et des réparations afin de garantir leur utilisation continue, et ce dans des conditions optimales ;

Attendu qu'en cours d'exercice, il est parfois nécessaire de réaffecter certains locaux dans le cadre de la réorganisation des services communaux, et pour ce faire, d'acquérir du mobilier de bureau;

Attendu qu'il y a lieu de maintenir en état le patrimoine local de la commune (voiries, parcs et jardins, bâtiments, signalisation...) et pour ce faire d'acquérir du mobilier urbain et de voirie;

Attendu que dans un souci d'économies d'échelles et de respect de la réglementation en vigueur, le Collège Communal souhaite acquérir ces différents services et fournitures, ou procéder à la réalisation de ces travaux, dans le respect des procédures de marché public;

Attendu que conformément aux dispositions et seuils établis par le *Décret du 17 décembre 2015 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de préciser les règles de compétence en matière de marchés publics communaux et provinciaux*, les investissements à l'extraordinaire visés par la présente délibération seront inférieurs au montant de 15.000 € HTVA.;

Attendu que les crédits budgétaires obligatoires, pour la réalisation de ces marchés publics, ont été approuvés dans le cadre du budget 2017 par le Conseil Communal en séance du 20 décembre 2016 ;

Considérant dès lors qu'il s'avère opportun de proposer au Conseil Communal de donner délégation au Collège Communal pour les procédures de marché public suivantes, qui seront réalisées à l'extraordinaire :

<u>Articles (service extraordinaire)</u>	<u>Libellés</u>	<u>Montant</u>
- 104/72560 :20170009.2017 :	Système de fermeture automatique du grillage du parc communal	20.000,00 €
- 104/74151 :20170010.2017 :	Acquisition de mobilier de bureau locaux des archives – écran d'affichage	10.000,00 €
- 104/74253 :20170043.2017 :	Acquisition de matériel informatique	5.000,00 €
- 104/74451 :20170016.2017 :	Acquisition de caméras pour le parc communal	16.000,00 €
- 124/72460 :20170030.2017 :	Travaux de maintenance de toitures	40.000,00 €
- 421/73560 :20170006.2017 :	Acquisition de matériaux de voiries – Exercice 2017	35.000,00 €

- 421/73360 :20170024.2017 :	Honoraire entretien des voiries – Exercice 2017	12.000,00 €
- 421/74451 :20170041.2017 :	Installation de caméra de surveillance sur la voirie	16.000,00 €
- 421/73360 :20170021.2017 :	Honoraires aménagement de trottoirs à la rue des Masnuy à MSP	20.000,00 €
- 421/73360 :20170031.2017 :	Honoraires des trottoirs au Quartier du Bon Air à Erbisoeul	15.000,00 €
- 421/73360 :20170032.2017 :	Honoraires aménagement de trottoirs à la Rue de Ghlin	10.000,00 €
- 421/74451 :20170015.2017 :	Acquisition de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation	40.000,00 €
- 421/74451 :20170033.2017 :	Acquisition d'un désherbeur mécanique sur tracteur et désherbeur mécanique portable	25.000,00 €
- 423/74152 :20170012.2017 :	Achats de signalisation routière et petits mobiliers urbains	20.000,00 €
- 482/73560 :20170034.2017 :	Curage de cours d'eau non navigables – aménagement Rieu Bacarte	50.000,00 €
- 722/72360 :20170014.2017 :	Divers aménagement dans les écoles communales	40.000,00 €
- 722/72460 :20170035.2017 :	Travaux de maintenance de la toiture de l'école de MSJ	50.000,00 €
- 722/73360 :20170018.2017 :	Auteur de projet aménagements dans les écoles	20.000,00 €
- 762/72460 :20170037.2017 :	Traitement humidité salle la Vacressoise	30.000,00 €
- 762/72460 :20170019.2017 :	Equipement bâtiments – Air conditionné Salle Jacques Galant	50.000,00 €
- 762/73360 :20170038.2017 :	Honoraires construction d'un bâtiment Foyer Culturel	15.000,00€
- 764//72360 :2017000022.2017 :	Eclairage parcours Vita	40.000,00 €
- 876/74451 :20160082.2016 :	Appel à projet – Acquisition de matériel propreté	30.000,00 €
- 878/73360 :20170025.2017 :	Honoraires rénovation des bâtiments cimetières	5.000,00 €

Attendu qu'il est demandé au Conseil Communal de déléguer au Collège Communal, sous réserve de l'article L1222-4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la réalisation des marchés susmentionnés ;

Attendu qu'il est proposé au Conseil Communal de fixer comme procédure pour la réalisation des marchés susmentionnés, la procédure négociée sans publicité, la procédure négociée directe avec publicité ou la procédure négociée par facture acceptée ;

Attendu que cette délégation, pour des dépenses prévues au service extraordinaire, ne vaut que pour les marchés d'un montant hors TVA inférieur à 15.000 € HTVA et dont les crédits, repris ci avant, ont été approuvés par le Conseil Communal en séance du 20 décembre 2016 ;

Attendu que cette délégation ne sera d'application qu'une fois le budget 2017 approuvé par les autorités de tutelle ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 13 janvier 2017, obtenu en date du 13 janvier 2017 et qu'il s'avère favorable ;

Sur proposition du Collège Communal ;

## LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à 13 voix « pour », et 3 « abstentions » :

### Article 1er :

D'approuver la délégation du Conseil communal au Collège communal, conformément à l'article L1222-4, §1 et §2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, de ses compétences relatives au choix du mode de passation et à la fixation des conditions des marchés publics et concessions de travaux et services, pour des dépenses relevant du budget ordinaire.

### Article 2 :

D'approuver la délégation du Conseil communal au Collège Communal, conformément à l'article L1222-4, §1 et §3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, de ses compétences relatives au choix du mode de passation et à la fixation des conditions des marchés publics et concessions de travaux et services, pour des dépenses relevant du budget extraordinaire, dont le montant, hors taxe sur la valeur ajoutée, s'élève à moins de 15.000 € et dont les crédits de dépenses ont été approuvés via le budget 2017 en séance du Conseil Communal du 20 décembre 2016.

### Article 3 :

Il sera passé des marchés publics dont le montant unitaire, hors taxe sur la valeur ajoutée, s'élève à moins de 15.000 EUR et ayant pour objet l'acquisition des fournitures suivantes :

<u>Articles (service extraordinaire)</u>	<u>Libellés</u>	<u>Montant</u>
- 104/72560 :20170009.2017 :	Système de fermeture automatique du grillage du parc communal	20.000,00 €
- 104/74151 :20170010.2017 :	Acquisition de mobilier de bureau locaux des archives – écran d'affichage	10.000,00 €
- 104/74253 :20170043.2017 :	Acquisition de matériel informatique	5.000,00 €
- 104/74451 :20170016.2017 :	Acquisition de caméras pour le parc communal	16.000,00 €
- 124/72460 :20170030.2017 :	Travaux de maintenance de toitures	40.000,00 €
- 421/73560 :20170006.2017 :	Acquisition de matériaux de voiries – Exercice 2017	35.000,00 €
- 421/73360 :20170024.2017 :	Honoraire entretien des voiries – Exercice 2017	12.000,00 €
- 421/74451 :20170041.2017 :	Installation de caméra de surveillance sur la voirie	16.000,00 €
- 421/73360 :20170021.2017 :	Honoraires aménagement de trottoirs à la rue des Masnuy à MSP	20.000,00 €
- 421/73360 :20170031.2017 :	Honoraires des trottoirs au Quartier du Bon Air à Erbisoeul	15.000,00 €
- 421/73360 :20170032.2017 :	Honoraires aménagement de trottoirs à la Rue de Ghlin	10.000,00 €
- 421/74451 :20170015.2017 :	Acquisition de machines et de matériel d'équipement et d'exploitation	40.000,00 €
- 421/74451 :20170033.2017 :	Acquisition d'un désherbeur mécanique sur tracteur et désherbeur mécanique portable	25.000,00 €
- 423/74152 :20170012.2017 :	Achats de signalisation routière et petits mobiliers urbains	20.000,00 €

- 482/73560 :20170034.2017 :	Curage de cours d'eau non navigables – aménagement Rieu Bacarte	50.000,00 €
- 722/72360 :20170014.2017 :	Divers aménagement dans les écoles communales	40.000,00 €
- 722/72460 :20170035.2017 :	Travaux de maintenance de la toiture de l'école de MSJ	50.000,00 €
- 722/73360 :20170018.2017 :	Auteur de projet aménagements dans les écoles	20.000,00 €
- 762/72460 :20170037.2017 :	Traitement humidité salle la Vacressoise	30.000,00 €
- 762/72460 :20170019.2017 :	Equipement bâtiments – Air conditionné Salle Jacques Galant	50.000,00 €
- 762/73360 :20170038.2017 :	Honoraires construction d'un bâtiment Foyer Culturel	15.000,00€
- 764//72360 :2017000022.2017 :	Eclairage parcours Vita	40.000,00 €
- 876/74451 :20160082.2016 :	Appel à projet – Acquisition de matériel propre	30.000,00 €
- 878/73360 :20170025.2017 :	Honoraires rénovation des bâtiments cimetières	5.000,00 €

#### Article 4 :

Les marchés dont question à l'article 3 seront passés par procédure négociée sans publicité, par procédure négociée directe avec publicité ou par procédure négociée par facture acceptée lors du lancement de la procédure, conformément à la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et à ses arrêtés d'exécution. Sauf impossibilité, 3 prestataires au moins seront consultés dans le cas de recours à une procédure négociée sans publicité ou à une procédure négociée par facture acceptée.

#### Article 5 :

La division en lot n'est applicable que pour consulter des prestataires spécifiques aux fournitures, services ou travaux demandés, mais la valeur globale de l'ensemble des lots du marché devra être inférieure à 15.000 € HTVA.

#### Article 6 :

D'annexer la présente résolution au mandat de paiement de chaque dépense réalisée.

#### Article 7 :

De transmettre la présente résolution à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

-----

5. **Juridique** – Marché public conjoint entre la Commune de Jurbise et la SNCB en vue de la construction d'un parking et de son accès sur le site de l'ancienne Briqueterie de Jurbise, et du prolongement du couloir sous-voies et de son accès – mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 16 juillet 2012 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs spéciaux et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège communal du 7 mai 2013 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Travaux à la Gare de Jurbise - prolongement du couloir sous-voies, de ses accès et aménagement d'un parking" à IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

Vu la décision du Conseil communal du 20 décembre 2016 approuvant le projet de convention de partenariat entre la Commune de Jurbise et la SNCB, concernant notamment la passation de marchés publics conjoints en vue de la construction d'un parking et de son accès sur le site de l'ancienne Briqueterie de Jurbise, et du prolongement du couloir sous-voies et de son accès ;

Considérant que conformément à la convention de partenariat prévue entre la Commune de Jurbise et la SNCB, les parties s'entendent pour désigner cette dernière comme l'autorité qui interviendra en leur nom collectif à la sélection des candidats, à l'attribution et à l'exécution du marché public conjoint, dans le respect des dispositions applicables aux secteurs spéciaux des marchés publics ;

Considérant le cahier des charges N° 60/05/16/00 relatif à ce marché conjoint, établi par la SNCB *Stations Project Development – District Sud-Ouest*, sise Square des Martyrs du 18 août à 6000 Charleroi, en collaboration avec l'auteur de projet désigné par la Commune de Jurbise, à savoir l'Intercommunale IDEA, sise Rue de Nimy, 53 à 7000 Mons.

Considérant que le montant total estimé de ce marché s'élève à 1.200.000,00 € hors TVA ou 1.452.000,00 €, 21% TVA comprise, montant réparti comme suit :

- 680.000 € HTVA ou 822.800 € TVAC à charge de la SNCB ;
- 520.000 € HTVA ou 629.200 € TVAC à charge de la Commune de Jurbise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée avec publicité, dans le respect des dispositions applicables aux secteurs spéciaux des marchés publics ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel il est proposé que la SNCB exécutera la procédure et interviendra au nom de l'Administration Communale de Jurbise à l'attribution ainsi que durant l'exécution du marché ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 9 janvier 2017, obtenu en date du 12 janvier 2017 et qu'il s'avère favorable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au service extraordinaire du Budget communal, exercice 2017, article 424/72160 :20170011 ;

**LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :**

Article 1er. - D'approuver le CSCh et le montant estimé du marché "Travaux à la Gare de Jurbise - prolongement du couloir sous-voies, de ses accès et aménagement d'un parking", établis par la SNCB *Stations Project Development – District Sud-Ouest*, sise Square des Martyrs du 18 août à 6000 Charleroi, en collaboration avec l'auteur de projet désigné par la Commune de Jurbise, à savoir l'Intercommunale IDEA, sise Rue de Nimy, 53 à 7000 Mons. Le montant total estimé s'élève à 1.200.000,00 € hors TVA ou 1.452.000,00 €, 21% TVA comprise, dont 520.000 € HTVA ou 629.200 € TVAC à charge de la Commune de Jurbise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée avec publicité comme mode de passation du marché, dans le respect des dispositions applicables aux secteurs spéciaux des marchés publics.

Article 3. - La SNCB est mandatée pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom de l'Administration Communale de Jurbise, à l'attribution et à l'exécution du marché, conformément à la convention de partenariat conclue entre la Commune de Jurbise et la SNCB, concernant la passation de marchés publics conjoints en vue de la construction d'un parking et de son accès sur le site de l'ancienne Briqueterie de Jurbise, et du prolongement du couloir sous-voies et de son accès, approuvée par le Conseil communal en sa séance du 20 décembre 2016.

Article 4. - En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Article 5. - Copie de cette décision est transmise à la SNCB.

Article 6. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au service extraordinaire du Budget communal, exercice 2017, article 424/72160 :20170011.

Article 7. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

- 
- 6. Culture** – Mise à disposition de la salle culturelle Jacques Galant les 06, 07 et 08 octobre 2017 au bénéfice de l'ASBL « La Spirale » – application de l'article 23 du Règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales – proposition de gratuité partielle – **approbation**

*Madame Senecaut fait la proposition, comme elle l'avait fait précédemment pour d'autres demandes de location de la salle culturelle, de mettre cette salle à disposition sur base d'une gratuité totale, cette ASBL reposant uniquement sur des bénévoles et disposant plus que probablement d'une assurance risquant de faire double emploi avec la couverture communale. Madame Senecaut relève par ailleurs l'intérêt culturel de cette manifestation, qui pourrait, lui aussi, justifier cette gratuité.*

*Tout en prenant acte de la position de Mme Senecaut, la Présidente et l'Echevine de la Culture proposent de respecter l'esprit du Règlement de location et de mise à disposition des salles, et d'appliquer, dans le cas présent, une gratuité partielle.*

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03.11.2009, et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le Centre d'Action Laïque de Jurbise (A.S.B.L. LA SPIRALE), représenté par Mr. Henri POOLS, domicilié route d'Ath 267 à 7050 Jurbise, souhaite occuper la salle culturelle Jacques Galant les 06, 07, 08 octobre 2017 ;

Attendu qu'il est proposé de mettre la salle culturelle Jacques Galant à disposition du Centre d'Action Laïque (A.S.B.L. LA SPIRALE) sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location, gratuité partielle qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation (organisation de la traditionnelle exposition d'œuvres d'art Toile Emoi), au tarif de 147,07 EUR (assurances 3 jours = 47,07 EUR + 100 EUR nettoyage).

Sur proposition du Collège Communal en sa séance du 3 janvier 2017 ;

**LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à 13 voix « pour » et 3 « abstentions » :**

**Article 1<sup>er</sup> :** De permettre au Centre d'Action Laïque de Jurbise (A.S.B.L. LA SPIRALE), représenté par Mr. Henri POOLS, domicilié route d'Ath 267 à 7050 Jurbise, d'occuper la salle culturelle Jacques Galant sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée (organisation de la traditionnelle exposition d'œuvres d'art Toile Emoi) les 06, 07, 08 octobre 2017. Tarif demandé : 147,07 EUR (assurances 3 jours = 47,07 EUR + 100 EUR nettoyage).

**Article 2 :** De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

-----

- 7. Travaux** – MP UREX 7.4 relatif au relighting du Château communal de Jurbise.  
Proposition d'avenant n° 1 au marché – **approbation**

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 2, 1° d (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) et l'article 26, §1, 2°, a ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 37 ;

Vu la décision du Collège communal du 22 août 2016 relative à l'attribution du marché "Relighting du Château communal de Jurbise" à ETABLISSEMENTS BIUSO SA, Rue Des Motards 137 à 6200 Chatelineau pour le montant d'offre contrôlé de 28.112,00 € hors TVA ou 34.015,52 €, TVA comprise.

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges N° TC UREX 7.4.

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Q en +		227,00 €
Q en -	-	115,21 €
Travaux supplémentaires	+	5.009,78 €
Total HTVA	=	5.121,57 €
TVA	+	1.075,53 €
<b>TOTAL</b>	<b>=</b>	<b>6.197,10 €</b>

Considérant qu'une offre a été reçue à cette fin le 9 novembre 2016 ;

Considérant le rapport de l'auteur de projet en date du 10 janvier 2017 justifiant la nécessité des modifications ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes ;

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 18,22% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 33.233,57 € hors TVA ou 40.212,62 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il n'est pas accordé de prolongation du délai pour cet avenant ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 104/724.60 (n° projet 20160051) et sera financé par emprunt et par subsides ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier, sollicité en date du 10 janvier 2017 et obtenu en date du 13 janvier 2017, s'avère favorable ;

## LE CONSEIL COMMUNAL DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver l'avenant 1 du marché "Relighting du Château communal de Jurbise" pour le montant total en plus de 5.121,57 € hors TVA ou 6.197,10 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De financer cet avenant par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 104/724.60 (n° projet 20160051).

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

---

### 8. Question(s) orale(s).

*Pour le Groupe PS, Monsieur Delhaye pose la question suivante :*

*« Il semblerait que "l'usage privatif" de la voie Nisole par certains agriculteurs ait à nouveau fait l'objet de préoccupations. Cela nous ramène à la gestion de ce patrimoine de la Commune que sont les sentiers. Le prolongement de la voie Nisole vers Masnuy n'est plus possible. Le sentier a été labouré et les panneaux indiquant qu'il s'agit d'une voie réservée aux piétons et cyclistes ont été arrachés depuis un moment déjà. C'est le cas également aux entrées du chemin de remembrement reliant la rue des Masnuy au chemin des charbonniers. La réhabilitation récente du chemin Carache à Erbisoeul dans sa partie non asphaltée a été une initiative intéressante. Le PS considère que ce devrait être le point de départ d'un plan de remise en état et d'entretien des sentiers sur l'ensemble du territoire communal. Quelles sont les intentions de la majorité à ce propos ?*

*Par ailleurs, toujours en ce qui concerne la majorité lente, Jurbise compte-t-elle s'inscrire dans la mise en oeuvre de points noeuds au niveau de la zone Idea et si oui de quelle manière ? »*

*La Présidente confirme à Monsieur Delhaye qu'un dossier a bien été ouvert par le Parquet de Mons sur la question de l'utilisation privative de la voie Nisole, et que par conséquent, s'agissant d'un dossier judiciaire, elle n'en dira pas davantage pour le moment. Toutefois, la Présidente confirme qu'une réunion avec les agriculteurs concernés est bien prévue au cours du mois de février, et indique qu'un courrier de sensibilisation en la matière sera envoyé aux agriculteurs de l'entité.*

*Elle rappelle également à l'assemblée que la Commune s'est inscrite à l'opération « Sentiers.be », et procède chaque année à la réhabilitation de sentiers communaux. Elle organise également des parcours-promenade, avec l'aide d'un ancien ouvrier communal, parcours qui font l'objet d'un livret spécialement dédié et distribué aux promeneurs potentiels. Et rappelle enfin que des moyens ont été prévus au Budget communal 2017 pour ce qui concerne la réhabilitation de nos sentiers.*

*Enfin, la Présidente confirme l'adhésion communale au projet « Points-noeuds » développé par l'IDEA et la Province du Hainaut, suite à une réunion de présentation qui s'est tenue le 6 décembre 2016 avec un représentant de la Province, et en profite pour remercier le Président du CPAS pour le travail qu'il a réalisé à cet égard.*

*Tout en prenant acte de la réponse de la Présidente, Monsieur Delhaye attire l'attention du Collège communal sur l'importance d'avoir une vision à long terme en la matière.*

*Pour le Groupe PS, Madame Senecaut pose ensuite la question suivante :*

*« Suite à plusieurs incidents de roulages à hauteur du passage à niveau et cela sur plusieurs années, il n'y a plus de piquets de clôture qui délimitent le site du chemin de fer et la voie publique, ces piquets étaient de couleurs rouge et blanc pour leurs visibilitées. Cette situation est dangereuse pour les personnes qui ne connaissent pas les lieux.*

*Dans un souci de sécurité, le Collège communal pourrait-il sensibiliser la zone de police et/ou Infrabel par rapport à cette situation qui perdure ? »*

*La Présidente commence par préciser que sur base des chiffres obtenus auprès de la Zone de police Sylle et Dendre, seuls trois accidents de roulage auraient été recensés en dix années à hauteur de ce passage à niveau. Elle indique par la suite que sur base d'un reportage photographique réalisé par l'Administration, et qui confirme que les clôtures et poteaux délimitant le site sont dans un état vieillissant et d'abandon, un contact sera entrepris avec Infrabel et le SPC-Mons afin de les sensibiliser à cette question. La Présidente ajoute qu'Infrabel mène régulièrement des campagnes d'information et de sensibilisation sur la sécurité à proximité des passages à niveau.*

*Tout en témoignant de son étonnement à l'égard du faible nombre d'accidents relevés, Madame Senecaut prend acte de la réponse de la Présidente.*

Aucune autre question orale n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.

---

**Huis clos :**

---

-----

POUR LE CONSEIL,

Le Directeur Général,

La Présidente,